



Union européenne
Politique régionale

fr info regio panorama

10

Juin 2003

Table ronde

Cities for Cohesion

En clair

L'ISPA

Découverte d'un
pays adhérent

La Pologne

Découverte d'une
région

Saxe-Anhalt
(Allemagne)



**Vers
l'élargissement**

Table ronde

«Cities for Cohesion»: la solidarité urbaine au cœur de l'Europe

Quel rôle les villes peuvent-elles jouer dans la construction d'une Europe solidaire et prospère? Comment mieux prendre en compte la dimension urbaine dans les politiques européennes? *Info regio panorama* a posé ces questions à quatre représentants éminents du réseau «Cities for Cohesion» (Villes pour la cohésion): Jean-Paul Huchon, président de la Région Île-de-France (France), Manuel Royes i Vila, président de la Diputació de Barcelona (Espagne), Edgar Savisaar, maire de Tallinn (Estonie), et Lord Smith of Leigh, responsable de l'Association of Greater Manchester Authorities (Royaume-Uni).

En Europe, nombre de zones urbaines présentent une contradiction entre, d'une part, une forte croissance et, d'autre part, le développement en leur sein de quartiers en grandes difficultés. Comment éviter de telles dualités qui nuisent à la cohésion sociale et économique?

Jean-Paul Huchon, Île-de-France



Cette problématique est vraiment de dimension communautaire, les agglomérations de l'Union mais aussi des futurs États membres étant confrontées à de

fortes disparités internes. Les chiffres n'expriment pas les réalités vécues. Nos territoires sont des lieux de vie où se concentrent souvent difficultés sociales, urbaines et environnementales. Ce défi d'une croissance inégalement répartie doit être pris en compte politiquement. Si nous voulons une Europe forte, nous avons besoin de solidarités fortes. Si les villes et régions européennes sont, de

par leurs prérogatives et leur proximité, le mieux à même de mettre en œuvre des politiques efficaces, nous avons besoin de l'appui financier de l'Union. Je suis convaincu que les fonds européens sont le meilleur moyen de favoriser l'appropriation concrète et positive de l'Europe par les peuples. C'est une politique régionale européenne ambitieuse, au service de tous, avec une dimension urbaine forte, qui pourra à la fois répondre aux besoins spécifiques des zones fragilisées et saisir les opportunités de ces territoires moteurs de croissance.

Lord Smith of Leigh, Greater Manchester



L'avenir de la politique de cohésion de l'Union européenne doit appréhender la dimension urbaine de la politique de cohésion dans tous ses aspects. Cela comprend le rôle des Fonds structurels, les aides d'État, la politique des transports et toutes les



Dans le centre rénové de Manchester.

questions qui touchent aux zones urbaines. Nous pensons que le bon chemin est d'épouser la stratégie de Lisbonne: faire de l'Union européenne l'économie de la connaissance la plus compétitive et dynamique au monde, dotée d'une croissance économique durable, avec plus d'emplois et de meilleure qualité et une plus grande cohésion sociale. Dans le Greater Manchester, nous sommes en train de construire notre statut de «capitale de la connaissance». En bien des façons, nous reflétons les objectifs de la stratégie de Lisbonne. Cela ne signifie pas seulement développer notre excellence dans le domaine de la

Sommaire

Éditeur responsable: Thierry Daman, CE, DG Politique régionale

Ce magazine est disponible dans les onze langues de l'Union européenne sur le site internet (http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm) et imprimé dans cinq langues (ES, DE, EN, FR, IT) sur du papier recyclé. Les textes de cette publication n'ont pas de valeur légale.

Crédits photos (pages): Landesmarketing Sachsen-Anhalt GmbH (1, 12), Marketing Manchester (2), Cities for Cohesion (2, 3, 4), Mike St. Maur Sheil (6, 14, 15), ISPA/Lithuanian Ministry of the Environment (8), Polish Tourism Organisation (10), Ministerstwo Gospodarki, Pracy i Polityki Społecznej (11), Verbindungsbüro des Landes Sachsen-Anhalt (13)

Couverture: Etudiants en art à Halle (Saxe-Anhalt)



recherche. Cela implique aussi de transférer cette capacité de recherche aux entreprises locales, de renforcer les savoir-faire et le niveau de qualifications de la population locale ainsi que de promouvoir le démarrage de nouvelles entreprises de pointe. Il s'agit, en conséquence, de jouer un rôle plus important dans le développement économique du Greater Manchester en favorisant les secteurs en croissance aussi bien que les mesures de revitalisation urbaine.

La Commission européenne a entamé une réflexion sur l'avenir de la politique de cohésion économique et sociale. Dans quelle mesure pensez-vous que la question «urbaine» devrait être au cœur des futures politiques communautaires de cohésion?

Jean-Paul Huchon, Île-de-France

C'est essentiel pour nos territoires, nos pays et la cohésion de notre continent. Entre 60 et 80 % de la population européenne habite dans ces grandes zones urbaines. La Commission a mis au centre de ses préoccupations la question urbaine. Celle-ci doit être au cœur de la future politique structurelle, à travers un double objectif: aider les zones urbaines en difficulté à se revitaliser durablement et atteindre les objectifs de Lisbonne pour faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive à l'horizon 2010. L'année 2003 est tout à fait cruciale. C'est maintenant que la Commission élabore ses propositions pour la politique de cohésion après 2006. C'est la raison pour laquelle, avec mes partenaires européens, nous

sommes très actifs. Je considérerais la décision de restreindre les fonds européens destinés à nos territoires en restructuration et en crise urbaine comme un recul politique et social, ce que nos populations comprendraient difficilement. À mon sens, il y aurait péril à penser que la politique régionale a fini de remplir son rôle.

Manuel Royes i Vila, Diputació de Barcelona



La grande majorité des Européens habite dans des villes. Dans celles-ci se concentrent la richesse et la capacité productive, mais aussi de graves problèmes tels que

des taux de chômage élevés, des problèmes d'exclusion sociale et la dégradation de l'environnement. Les villes européennes ont de grandes capacités; elles sont dynamiques et peuvent générer des solutions innovatrices à leurs problèmes. Mais il faut les soutenir. C'est pourquoi il est fondamental que la question urbaine se place au centre de la politique de cohésion économique et sociale de l'Union européenne au-delà de 2006. Il est nécessaire d'établir des instruments de soutien intégral au développement urbain. Ces instruments devraient aller au-delà des approches les plus classiques des actions structurelles, spécialement dans les régions hors de l'objectif n° 1. Ils devraient proposer des solutions innovatrices, avec une importante valeur ajoutée au niveau communautaire, dérivées de processus participatifs et clairement durables.

L'initiative URBAN met en avant plusieurs éléments innovants, comme l'intégration entre les différents politiques, la souplesse et la flexibilité, le partenariat avec les associations locales... Ces éléments pourraient-ils, selon vous, inspirer plus largement les Fonds structurels eux-mêmes?

Manuel Royes i Vila, Diputació de Barcelona

L'idée de coopération prévue dans l'initiative communautaire URBAN II est, dans son essence, très positive. À travers les interventions prévues dans un projet URBAN, on facilite un cadre de travail pluridisciplinaire et pluriannuel entre les différents niveaux d'administration et les agents socio-économiques, un cadre qu'il est difficile d'obtenir autrement.

Cette expérience peut être parfaitement transmise aux autres interventions financées par les Fonds structurels et les nouvelles initiatives communautaires prévues pour l'après-2006, dans la mesure où les États membres donnent les moyens nécessaires pour la satisfaction du principe de coopération prévu dans le règlement général des Fonds. Dans ce sens, l'actif offert par les villes actuelles de l'Union européenne, étant bénéficiaires d'URBAN ou pas, sera d'une grande valeur ajoutée pour les villes et les zones métropolitaines des pays candidats à l'adhésion.

Lord Smith of Leigh, Greater Manchester

Beaucoup d'éléments d'URBAN nous plaisent: le partenariat, une approche intégrée, un seul fonds et de la flexibilité. Nous pensons néanmoins

9



La Pologne: une grande entrée

12



Saxe-Anhalt: conjuguer science et économie

14



L'unification des sites archéologiques d'Athènes (Grèce)

que, pour servir de modèle, la présente initiative URBAN est trop petite en taille, trop petite en budget, trop petite en nombre de projets. En outre, bien que les initiatives territoriales soient importantes, nous devons aussi être attentifs au développement des secteurs porteurs.

Edgar Savisaar, Tallinn



L'initiative URBAN constitue assurément un outil très important pour le développement des villes. Et plusieurs de ses qualités, en particulier le

partenariat étroit avec les autorités locales, devraient inspirer les Fonds structurels en général. Néanmoins, je dois vous rappeler que, lors de l'élargissement en 2004, cette initiative ne sera pas ouverte aux villes des nouveaux États membres. La Commission nous a en effet expliqué que, pour deux ans, il ne serait pas pratique d'ouvrir le programme aux pays adhérents. Nous estimons pourtant que le fait de participer à l'initiative URBAN nous procurerait une expérience inestimable dans la coordination d'un programme totalement intégré ainsi qu'une expérience dans le développement de puissants partenariats. Nous pensons que, si les villes des pays adhérents sont exclues de ce processus, cela nous privera de cette expérience et d'un important travail de base pour le futur. L'expérience que nous pourrions acquérir à travers cette initiative pourrait nous aider à créer des projets de haute qualité, bien gérés, pleinement intégrés, avec de forts

partenariats dans l'optique des Fonds structurels d'après 2006.

Quel avenir voyez-vous pour «Cities for Cohesion»? Comment envisagez-vous dans le futur de développer et d'élargir votre réseau?

Edgar Savisaar, Tallinn

Pour le moment, seules deux villes de deux pays candidats sont membres de notre réseau: Tallinn et Prague. Avec l'élargissement de l'Union européenne, nous espérons que d'autres villes d'autres États membres nous rejoindront pour poursuivre nos objectifs communs. Il est important de garder à l'esprit que les représentations régionales et locales constituent seulement 6 % des bureaux situés à Bruxelles et coopérant avec les institutions européennes. Si l'Union européenne veut prendre des décisions avisées et durables, elle doit écouter tous les partenaires concernés. Les autorités locales et régionales, en tant que représentantes directes des citoyens, doivent être présentes et se faire entendre afin d'aider l'Union européenne à devenir plus démocratique et plus proche des citoyens.

Lord Smith of Leigh, Greater Manchester

«Cities for Cohesion», dans sa prise de position originale, a souligné dix principes clés qui devraient sous-tendre toute future politique de cohésion. Nous recherchons actuellement les solutions pour la promotion de ces dix principes. Nous mettons l'accent sur trois préoccupations: les besoins présentés par les zones urbaines, les atouts que constituent les zones urbaines pour les régions et l'Union

européenne ainsi que les ressources disponibles pour ces zones. Notre groupe a une approche très informelle. Et, cela va sans dire, nous serions extrêmement heureux d'accueillir d'autres organisations qui puissent joindre leurs voix au groupe des «Cities for Cohesion» et partager ses objectifs.

Villes pour la cohésion

Le réseau «Cities for Cohesion» fonctionne comme une plate-forme ouverte d'échanges et d'actions communes entre collectivités territoriales d'Europe.

Au total, en juin 2002, seize entités urbaines à travers l'Europe ont adhéré au manifeste de «Cities for Cohesion». Dans ce texte, les signataires mettent en avant dix principes clés en faveur d'une meilleure prise en compte de la dimension urbaine dans la politique de cohésion économique et sociale. Une idée leur tient particulièrement à cœur: la nécessité de mieux intégrer les politiques à travers les Fonds structurels.

Les membres de «Cities for Cohesion» veulent agir sur deux fronts complémentaires: résoudre les difficultés des quartiers en crise mais aussi renforcer le rôle des villes dans un processus général de croissance européenne. Pour eux, le développement économique et le développement social sont liés. À cet égard, on ne peut s'attaquer aux poches de pauvreté dans les villes que si on s'appuie sur des territoires plus vastes: il convient, à tout prix, d'éviter les «effets ghettos».

Aujourd'hui, tout en continuant à apporter des réflexions stimulantes sur le fond des politiques, «Cities for Cohesion» aimerait franchir un pas supplémentaire: monter, à partir des collectivités urbaines, des projets concrets de coopération poursuivant ce même objectif de cohésion.

Contact:

Catherine Feore

Tél. (32-2) 229 53 75

E-mail:

catherine.feore@agma-brussels.org

Internet: <http://www.citiesforcohesion.org>



Les partenaires «Cities for Cohesion»

Amsterdam, the Association of London Government, Berlin, Diputació de Barcelona, Copenhagen, Francfort-sur-le-Main, Greater London Authority, Greater Manchester, Greater Merseyside, Région Île-de-France, Malmö, Prague, Stockholm, Tallinn, Vienne.

À noter que la Région de Bruxelles-Capitale soutient le réseau sans formellement y adhérer.

Gestion future des Fonds structurels: quel partage des responsabilités? Évolution, pas révolution

Comment, dès 2007, pourrait-on faire évoluer les modalités de gestion des Fonds structurels sans porter atteinte à la valeur ajoutée communautaire de la politique structurelle et aux responsabilités de la Commission en matière de contrôle? Les 3 et 4 mars 2003, plus de 500 représentants d'administrations nationales, d'autorités de gestion, de collectivités territoriales ont débattu de cette question complexe avec la Commission européenne. Le message des participants est clair: ils veulent des améliorations et des aménagements, mais pas de coupure radicale par rapport au passé.



Depuis plus de deux ans, à l'initiative du commissaire Michel Barnier, la Commission européenne a lancé un vaste débat sur le futur de la politique de cohésion. Parallèlement à ce «volet contenu», une question complémentaire liée à l'organisation se pose: comment, au-delà de 2006 (le terme actuel), les Fonds structurels seront-ils gérés? Ce problème est d'autant plus aigu que, dès 2004, dix nouveaux États rejoignent l'Union européenne. À l'évidence, les règles de gestion devront être adaptées pour tenir compte de ce nouveau cadre diversifié.

Une réforme incontournable

En 1999, déjà, une première réforme a clairement accentué la décentralisation en matière de gestion, tout en renforçant en contrepartie le contrôle exercé par la Commission. Mais ce système a suscité la critique: d'aucuns ont dénoncé la superposition des procédures de contrôle. Certains ont reproché à la Commission de trop réglementer. D'autres encore se sont inquiétés des conséquences d'un mode unique de gestion, dans des contextes administratifs très différents.

Comment dès lors aller plus loin et améliorer les choses? D'entrée de jeu, au séminaire des 3 et 4 mars, Michel Barnier a reconnu la nécessité de poursuivre la réforme. À mi-chemin de la période de programmation

2000-2006, il est temps de se pencher sur les futures règles de gestion, a-t-il souligné dans son introduction.

Cela étant, a-t-il ajouté, il importe de dresser un bilan nuancé à l'issue des trois premières années de la période présente. Car tout bien sûr n'est pas sujet à caution. Des points positifs se font jour, comme les vertus de la programmation pluriannuelle, la mise en œuvre du partenariat ou l'intégration progressive de la culture d'évaluation. Cependant, a reconnu Michel Barnier, un point faible demeure: l'absence d'une décentralisation réelle.

Trois défis

Partant de cette analyse, le commissaire a identifié trois grands défis à relever.

Comment peut-on mieux clarifier les responsabilités respectives de la Commission, des États membres et des régions? D'un côté, une plus grande décentralisation doit s'appliquer aux États ainsi qu'aux régions, mais ce transfert de pouvoir ne doit pas porter atteinte à l'article 274 du traité CE selon lequel la Commission est responsable en dernier ressort de l'exécution et de la bonne gestion du budget.

Deuxième grand enjeu: faut-il maintenir un système uniforme de gestion ou peut-on concevoir plus de différenciation, en fonction des montants alloués et des capacités respectives des différents États membres?

Troisième question, enfin: actuellement, la Commission concentre son action sur le contrôle des dépenses; à l'avenir ne devrait-elle pas davantage se préoccuper de l'évaluation des résultats, des objectifs politiques et stratégiques?

Un souci d'équilibre

Qu'il s'agisse du travail en ateliers ou en assemblée plénière, les débats ont été très nourris. Au total, près de 250 délégués sont intervenus, soit près d'un participant sur deux.

Si les points de vue exprimés ont été très divers, deux idées-forces sont apparues nettement.

Première tendance: les participants ont témoigné de leur aspiration aux changements mais, ont-ils précisé, sous la forme d'une évolution et non d'une révolution. Les autorités des gestions ne tiennent pas à ce que l'ensemble des règles soient modifiées, ce qui serait source d'insécurité pour eux. Exemples de ce souci d'équilibre: ils ont réclamé plus de souplesse, tout en admettant le maintien de règles communes de gestion pour les principes essentiels. Ils ont demandé moins de lourdeur dans les procédures, sans remettre en cause le principe même des contrôles.

Deuxième message fort: si la subsidiarité est effectivement souhaitable, la décentralisation ne doit pas pour autant conduire à la renationalisation ni à l'absence de règles pour l'utilisation des fonds communautaires. La Commission européenne ne peut se soustraire à ses propres obligations. En matière de gestion des fonds, elle doit pouvoir s'expliquer face au Parlement européen et à la Cour des comptes. Une contrainte qui se justifie pleinement en vertu des mécanismes démocratiques de contrôle et par souci de transparence à l'égard des citoyens.

De plus amples informations sont disponibles à l'adresse:
http://europa.eu.int/comm/regional_policy/sources/docconf/responsibilities/index_fr.htm

Pour qu'adhésion rime avec cohésion

Le rôle clé de l'ISPA dans les pays d'Europe centrale et orientale

De 2000 à 2002, l'Union a décidé d'accorder des subventions de l'Instrument structurel de préadhésion (ISPA) à 249 projets relatifs aux transports et à l'environnement — deux secteurs où les besoins d'investissement sont énormes — dans les dix pays candidats d'Europe centrale et orientale. À un an de l'adhésion de huit d'entre eux, l'ISPA exerce déjà un effet de levier significatif.

Des Quinze aux Vingt-cinq: dix nouveaux États membres sont appelés à faire, le 1^{er} mai 2004, leur entrée dans l'Union européenne. Sous l'angle économique, cet élargissement d'une ampleur sans précédent représentera pour l'Union un potentiel considérable, en raison notamment du taux de croissance plus élevé des pays adhérents et des opportunités qu'offrira un marché unique plus vaste. Mais cela n'ira pas sans défis à relever. Parmi les adhérents figureront huit pays d'Europe centrale et orientale (PECO) — Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie —, dont le revenu sera globalement inférieur à

40 % de la moyenne de l'Union élargie. À l'échelle de cette dernière, l'écart de développement entre les régions les plus riches et les plus pauvres — situées en majorité dans les nouveaux États membres — sera doublé. Pour assurer le développement harmonieux de l'Europe des Vingt-cinq, la politique communautaire de cohésion économique et sociale sera plus que jamais à l'ordre du jour.

L'importance de l'enjeu a amené l'Union, à la différence des élargissements précédents, à élaborer une «stratégie de préadhésion» et à accorder des aides structurelles aux dix PECO candidats dès avant leur adhésion. D'un montant



Cette route de Roumanie a été améliorée grâce à des financements communautaires.

total de 21,84 milliards d'euros ⁽¹⁾ sur une période de sept ans (2000-2006), ces aides de préadhésion sont organisées au sein des partenariats pour l'adhésion établis entre la Commission européenne et chaque pays candidat. Elles sont réparties dans trois instruments financiers. Le premier, Phare ⁽²⁾, est axé sur le renforcement des institutions, le développement régional et social, la restructuration industrielle et les PME. Le Sapard ⁽³⁾ soutient des mesures de développement agricole et rural. L'ISPA, quant à lui, cofinance des infrastructures dans les domaines de l'environnement et des transports.

L'ISPA sur le modèle du Fonds de cohésion

Dans ces deux domaines, les pays adhérents sont confrontés à des problèmes majeurs qui requièrent d'urgence des investissements importants. Tout comme le Fonds de cohésion mis en œuvre de manière analogue dans quatre États membres actuels (Espagne, Grèce, Irlande et Portugal), l'ISPA a pour rôle d'aider les PECO à réaliser ces investissements sans compromettre leurs efforts de gestion budgétaire. Il met à leur disposition une enveloppe totale de 7,28 milliards d'euros (1,04 milliard par an). Il cofinance, en fonction des priorités fixées par les partenariats pour l'adhésion, trois catégories d'actions.

- Les projets visant l'application des normes légales européennes et des principes communautaires en matière d'environnement (principes de précaution, de prévention, de correction des nuisances à la source et principe du «pollueur-payeur»). L'aide est centrée sur des investissements lourds destinés à résoudre des problèmes environnementaux graves tels que l'approvisionnement en eau potable, le traitement des eaux usées et des déchets solides ou la pollution de l'air.
- Les projets orientés vers les réseaux transeuropéens de transport (RTE) par la création ou la remise en état d'infrastructures routières, ferroviaires, portuaires ou aéroportuaires, la liaison entre les réseaux nationaux et leur connexion avec les RTE. Les investissements sont affectés à des projets favorisant des modes de transport efficaces, intermodaux (ferro-route, etc.) et respectueux de l'environnement.
- Les actions d'assistance technique et les études préparatoires en liaison étroite avec les projets mentionnés ci-dessus. Ces actions visent à garantir le niveau élevé des projets, autant en termes d'efficacité technique qu'en termes de gestion et en favorisant une gestion décentralisée.

⁽¹⁾ Au prix de 1999.

⁽²⁾ À l'origine (1990): «Pologne, Hongrie, aide à la reconstruction économique», soit PHARE.

⁽³⁾ Special Action Programme for Agriculture and Rural Development.

Un équilibre est assuré entre les projets environnementaux et ceux relatifs aux transports. Outre les réalisations matérielles, un objectif important de l'ISPA, lié à la décentralisation, est de permettre aux bénéficiaires de se familiariser avec la programmation des aides communautaires et avec les procédures requises en matière notamment de passation des marchés, de gestion ou d'évaluation. Cette expérience sera précieuse au moment de gérer, après l'adhésion, les projets cofinancés par le Fonds de cohésion ou les Fonds structurels.

249 projets approuvés de 2000 à 2002

Pendant les trois premières années, l'aide de l'ISPA a été décidée pour 249 projets et la contribution communautaire prévue s'élève à plus de 5,648 milliards d'euros sur un coût total éligible de 8,753 milliards ⁽¹⁾. Cette contribution dépasse déjà 73 % de la dotation globale de l'ISPA pour la période 2000-2006. À la fin de 2002, les paiements déjà effectués s'élevaient à 600 millions d'euros, soit trois fois plus qu'à la fin de 2001. Par secteur, 56,19 % des subventions décidées concernent les transports, 43,14 % l'environnement, 0,14 % la décentralisation et 0,53 % une aide spéciale pour les séquelles des récentes inondations.

À un an des prochaines adhésions, une première vague de projets ISPA est déjà bien avancée; leur utilité pour la société, l'économie et l'environnement ainsi que leur «valeur ajoutée» européenne commencent à devenir visibles. Même s'il reste beaucoup à faire pour développer des structures de gestion et de contrôle appropriées, les administrations publiques des PECO acquièrent peu à peu l'expérience de la mise en œuvre de grands projets d'infrastructures dans des conditions comparables à celles qui prévaudront après l'adhésion.

À partir de mai 2004, tous les projets ISPA décidés pour les nouveaux États membres deviendront des projets du Fonds de cohésion, qui disposera d'un tiers (7 590,5 millions d'euros) de la dotation communautaire pour les actions structurelles dans ces pays entre 2004 et 2006. Les fonds déjà engagés au titre de l'ISPA seront toutefois utilisés en premier lieu. Le budget ISPA non absorbé dans ces pays retournera au budget de la Commission. Quant aux deux PECO qui n'adhéreront pas en 2004, la Bulgarie et la Roumanie, ils pourront recevoir des sommes plus importantes qu'actuellement, dont le niveau reste à fixer, le but n'étant pas d'épuiser le restant du budget ISPA mais de soutenir des projets efficaces au service de la cohésion.

Pour en savoir plus:

http://www.europa.eu.int/comm/regional_policy/funds/ispa/enlarge_fr.htm.

Vilnius (Lituanie)

Gérer les déchets dans la transparence

Pour la première fois dans un projet ISPA, une organisation non gouvernementale lituanienne a pris part à la préparation du projet de gestion des déchets municipaux solides de la région de Vilnius.

Le comté de Vilnius est confronté à d'importants problèmes de collecte et de traitement des déchets municipaux solides. Dans certaines zones, surtout rurales, aucun service de collecte n'est assuré. Les décharges municipales existantes sont dépourvues de systèmes de protection de l'environnement, à l'exception de celle de Kariotiskes qui dessert Vilnius et jouxte le parc national de Trakai. Mais même là, les analyses ont révélé une dégradation de la nappe phréatique. L'ensemble des 125 décharges de la région est à l'origine de l'infiltration de 350 000 m³ d'effluents par an dans le sol.

Le projet ISPA de gestion des déchets dans la région de Vilnius, en cours de réalisation, comporte notamment la fermeture de cinq décharges municipales actuelles, dont celle de Kariotiskes, et la construction d'une décharge régionale, conforme aux normes nationales et européennes, sur le site de l'ancienne carrière de Kazokistes, dans la municipalité d'Elektrenai. Elle sera dotée d'une enceinte de confinement, d'un système de pompage des effluents, de dix puits pour l'analyse de la nappe phréatique et d'un collecteur de biogaz pour la production d'électricité. À terme, le projet permettra de réduire de plus des quatre cinquièmes les infiltrations d'effluents.

Un aspect remarquable du projet — une «première» dans le cadre de l'ISPA — est l'implication du Lithuanian Green Movement (LGM), une organisation non gouvernementale (ONG), dans les discussions préparatoires. Invité comme observateur par le comité de suivi du projet, le LGM a pris part aux auditions publiques tout au long de la procédure d'évaluation de l'impact environnemental des différentes options en présence. Après expertise, il a obtenu gain de cause dans son opposition à la construction d'un incinérateur de déchets, en raison notamment du coût élevé de cette formule. Un autre enjeu a été ensuite la localisation de la décharge régionale: les protestations de la population locale et d'autres associations, ajoutées à la position soigneusement argumentée du LGM, ont amené les autorités à renoncer à l'hypothèse d'utiliser un espace vert de la

municipalité de Sirvintai et à porter leur choix sur le site industriel désaffecté de Kazokistes.

Contrairement à la réputation de «trouble-fête» souvent faite aux ONG, cette expérience très positive démontre que celles-ci peuvent jouer un rôle clé pour assurer à la fois la qualité d'un projet et sa transparence publique. Elle met également en lumière l'avantage d'un partage des compétences, les associations, les professionnels et les administrations ayant chacun sa place, et chacun à apprendre, dans la mise en œuvre de projets aussi complexes.

Contact:

Autorité responsable de la mise en œuvre
ISPA Implementing Agency under the Ministry of
Environment
Juozapaviciaus 9-610
LT-2600 Vilnius
E-mail: ISPA.tuminas@aplinkuma.lt

Bénéficiaire final
Vilnius County Waste Management Centre
Gedimino Avenue 37
LT-2001 Vilnius
E-mail: vaatc@takas.lt

Décharge dans la région de Vilnius.



Découverte d'un pays adhérent

La Pologne

Une grande entrée

Marquée par une forte vocation agricole, la Pologne est le plus grand des États candidats en termes de superficie, de population et de puissance économique. À la veille de son entrée dans l'Union européenne, ce pays présente aussi de fortes disparités sociales et des indicateurs économiques contrastés.

Située au cœur géométrique de l'Europe, la Pologne est bordée à l'ouest par l'Allemagne, au sud par la République tchèque et la Slovaquie, au nord par l'enclave de Kaliningrad (Russie) et à l'est par la Lituanie, le Belarus et l'Ukraine. Le climat est continental: étés chauds et hivers froids. Si l'essentiel du pays est constitué de plaines, le sud est montagneux (Sudètes et Carpates). Tout en comptant les villes industrielles parmi les plus polluées du continent, la Pologne possède le dernier secteur de forêt vierge d'Europe et 27 % du territoire est boisé. Autre chiffre marquant: 38,1 % de la population polonaise est rurale, pour une moyenne de 14 % dans l'Union européenne.

La Pologne a réussi à conserver son identité nationale, malgré les modifications importantes du tracé de ses frontières au fil de son histoire. Au XVI^e siècle, la Pologne était le plus grand État de l'Europe. Elle disparaît littéralement de la carte au XIX^e siècle, pour renaître en 1918 sous forme de république parlementaire. Durant la Seconde Guerre mondiale, la Pologne a payé un lourd tribut: un quart de la population polonaise, y compris 3 millions de juifs, a été tué à la suite des exactions du pouvoir nazi.

Mutations et réformes

À la libération, la Pologne tombe sous l'influence soviétique. Les grandes grèves qui embrasent le pays en 1980 donnent naissance au syndicat indépendant Solidarnosc, dirigé par Lech Walesa. Une transition politique s'amorce dès lors. En 1988, Solidarnosc est légalisé. À la suite des

premières élections libres, Tadeusz Mazowiecki (membre du syndicat indépendant) devient Premier ministre. En 1990, c'est Lech Walesa qui est élu à la présidence de la République. L'ère de l'alternance politique et de l'économie de marché est lancée.

Sur le plan économique, la Pologne a subi d'importantes mutations depuis cinquante ans. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le pays mise sur l'industrialisation lourde, tout en exploitant ses richesses minérales comme le charbon ou le soufre. Parallèlement, la Pologne garde sa vocation agricole. Singularité par rapport aux autres systèmes collectivistes de l'époque: quatre cinquièmes des terres agricoles restent alors gérées de façon privée. Mais la taille moyenne des exploitations ne dépasse pas 8 hectares et les rendements sont faibles.

Avec les années 80 et le changement de régime politique, le pays s'engage dans la voie d'une double réforme économique: d'une part, en se tournant davantage vers les industries de transformation, d'autre part, en privatisant massivement les entreprises. Entre 1991 et 1996, par exemple, 25 % des entreprises sont transférées vers le secteur privé.

Disparités sociales et régionales

Aujourd'hui, le gouvernement a pris des mesures d'austérité drastiques (coupes sombres dans les dépenses publiques, réduction des prestations sociales) pour limiter de moitié le déficit budgétaire. Une politique qui a généré des difficultés sociales pour la

population, dans un contexte de grandes inégalités de revenus.

Les tableaux de bord nationaux de la Pologne sont nuancés. L'inflation a nettement diminué: 30,4 % en 1994, 12,5 % en 1997, 8,5 % en 2000, environ 2 % en 2002. Par contre, la croissance s'est ralentie, passant de 4 % en 2000 à 1,7 % en 2001 et à 1 % en 2002. Dans le même temps, le chômage est à la hausse: de 15 % en 2001, le taux de la population active sans travail a grimpé à près de 20 % en 2002.

Par ailleurs, les disparités régionales restent fortes en Pologne, entre les grands centres urbains où se concentrent les nouvelles activités et une économie rurale qui reste à la traîne. Dans un rapport datant de 1999 ⁽¹⁾, le Bureau international du travail (BIT) distinguait plusieurs facteurs de déséquilibres régionaux en Pologne. Parmi ceux-ci, le BIT pointait du doigt «l'infrastructure notoirement insuffisante en dehors des grandes villes et le manque de routes, de chemins de fer, ainsi que la pénurie dans les domaines des télécommunications». Autant d'éléments qui risquent de freiner les échanges et entraver le développement des zones rurales.

Le bénéfice européen

Ces dernières années, la Pologne a préparé activement son entrée dans l'Union européenne. Lancée en 1998, une réforme administrative a débouché sur le découpage du territoire en seize

⁽¹⁾ «Studies on the social dimensions of globalization — Poland», Bureau international du travail, Genève, 1999.



Environs de Suwalski, dans le "Pays des mille lacs", à l'extrémité nord-est de la Pologne.

régions. En 2002, le pays a désigné les structures de gestion qui seront chargées de la mise en œuvre des Fonds structurels et du Fonds de cohésion. Il a présenté à la Commission son premier plan de développement national pour la période 2004-2006, lequel servira de base à l'établissement du cadre communautaire d'appui.

La Pologne bénéficie des différents programmes de préadhésion. Pour la période 2000-2006, la Pologne a reçu de l'Instrument structurel de préadhésion (ISPA) une fourchette annuelle oscillant entre 385 et 398 millions d'euros. À travers Sapard (développement rural), le pays a obtenu au cours de la même période une moyenne de 168,6 millions d'euros par an. Enfin, dans le cadre du programme Phare qui accompagne la modernisation des pays d'Europe centrale et orientale depuis plus de dix

ans, l'enveloppe annuelle allouée à la Pologne s'est élevée à 398 millions d'euros entre 2000-2002.

Dès son entrée dans l'Union, le pays sera un important bénéficiaire des aides européennes. Selon les clés de répartition définies au Conseil de Copenhague (décembre 2002), la Pologne percevra de 45,65 à 52,72 % du total des soutiens du Fonds de cohésion dévolus aux nouveaux États membres. Pour le seul objectif n° 1, elle obtiendra 7 320,7 millions d'euros (prix 1999: 13 234,3 millions d'euros pour l'ensemble des «Dix»), soit plus de la moitié des aides communautaires prévues.

Contact:
*Ministerstwo Gospodarki, Pracy i
 Polityki Społecznej
 (Ministère de l'économie, du travail et
 de la politique sociale)
 Pl. Trzech Krzyży 3/5*

PL-00-507 Warszawa

Tél. (48-22) 693 50 00

Fax (48-22) 628 68 08

Internet:

<http://www.mpips.gov.pl/index.php>

Superficie

312 680 km²

Population

38 700 000 habitants

Densité: 124 hab./km²
 (EU-15: 118 hab./km²)

Économie et emploi

Indice PIB/hab. PPA (2002): 41,1
 (EU-15: 100)

Taux de chômage (décembre 2002):
 18,1 % (EU-15: 7,8 %)

Questions à Krystyna Gurbieł,

sous-secrétaire d'État, Ministère de l'économie, du travail et de la politique sociale



À la veille d'entrer dans l'Union européenne, la Pologne affiche une croissance économique plutôt faible par rapport à celle enregistrée au cours des années

90. Plus faible aussi que celle des autres pays candidats. Le taux de chômage est élevé également. Comment allez-vous faire pour inverser ces tendances?

Sur cette question, le gouvernement n'est pas le seul acteur en jeu. La Pologne est une économie de marché très ouverte sur le monde et donc très dépendante de la conjoncture globale, en particulier européenne. Cela étant dit, le gouvernement polonais a des politiques qui visent à renforcer la croissance économique et la création d'emplois. À cet égard, je voudrais indiquer deux récentes initiatives importantes:

- le ministère des finances prépare pour mai 2003 une réforme budgétaire destinée à stimuler la croissance. Il s'agit, d'une part, de réformer la fiscalité et, d'autre part, de rationaliser et décentraliser les dépenses publiques;
- le ministère de l'économie, du travail et de la politique sociale met en œuvre pour l'année 2003 un plan d'action comportant quatre priorités: l'insertion sociale et la réduction de la pauvreté; l'emploi; l'utilisation efficace des Fonds structurels; l'amélioration de la situation économique. Le plan inclut une série de mesures, à la fois législatives et institutionnelles, qui devraient déboucher sur une

amélioration de l'environnement pour les entrepreneurs et les investisseurs, sur l'introduction de politiques d'emploi beaucoup plus volontaristes et sur un appui plus efficace et davantage tourné vers les groupes pauvres ou menacés d'exclusion de la société polonaise.

Avec le coup de pouce financier dont bénéficie votre pays en adhérant à l'Union européenne, comment envisagez-vous d'assurer plus de cohésion? Comment conjuguer croissance économique et réduction des disparités régionales et sociales en Pologne au cours des prochaines années?

La stratégie du plan national de développement (PND) est clairement de réduire les disparités économiques et sociales entre les régions polonaises et les régions des États membres actuels. Ce qui ne veut pas dire que nous n'allons pas nous attaquer aux disparités régionales à l'intérieur de la Pologne. Une attention spéciale est accordée aux régions qui connaissent des problèmes structurels, dans l'agriculture ou les industries traditionnelles par exemple, ainsi qu'à des groupes sociaux spécifiques comme les sans-emploi et les personnes menacées par le chômage.

Au stade actuel, quelles sont les priorités du plan national de développement qui serviront de base à l'établissement du cadre communautaire d'appui lorsque la Pologne aura intégré l'Union en mai 2004?

L'objectif général du PND est d'augmenter la compétitivité de

l'économie polonaise. Cela est décliné en plusieurs objectifs intermédiaires: contribuer à atteindre un taux de croissance élevé et durable du PIB; créer des emplois et augmenter le niveau de formation de la main-d'œuvre; relier la Pologne aux réseaux de transports et d'information; contribuer à la restructuration économique (en termes de structure de l'emploi et de structure du PIB); soutenir les régions les plus pauvres et les groupes sociaux les plus fragiles.

Quel sont, selon vous, les atouts majeurs de la Pologne, ceux dont l'ensemble de l'Union européenne va pouvoir profiter?

Il est difficile de les citer tous. Je me contenterai d'en nommer trois: premièrement, une population jeune et qualifiée — en Europe, c'est la Pologne qui a actuellement le plus grand nombre de jeunes entrant sur le marché du travail; deuxièmement, une recherche scientifique active dans de nombreux domaines, bien que nous ayons besoin de plus de ressources — marketing et financières — pour mettre en œuvre les innovations; troisièmement, un esprit d'entreprise, quelque chose d'intangible mais de très important dont une grande partie de la société polonaise a fait preuve, au cours de ces quinze dernières années, de profonds changements.

Propos recueillis le 14 avril 2003.

Découverte d'une région

Saxe-Anhalt (Allemagne)

Conjuguer science et économie

À la fois très agricole et très industrielle, la Saxe-Anhalt a axé son redéveloppement sur ses traditionnelles capacités d'innovation.

Au centre nord-est de l'Allemagne, la Saxe-Anhalt présente des régions naturelles très variées: l'Altmark, zone de collines au nord, la plaine limoneuse de l'Elbe au centre, le massif du Harz, montagne moyenne entaillée de vallées au sud-ouest. Les conditions géographiques et géologiques font que le Land de Saxe-Anhalt est très diversement structuré. Le nord est caractérisé par des villages faiblement peuplés (densité: moins de 50 hab./km²) et à vocation strictement agricole. Plus au sud et dans la région du Harzvorland, métaux, charbon et sel sont exploités depuis des siècles. L'Elbe et la Saale ont de tout temps constitué des voies navigables d'un grand intérêt. À l'extrême sud, le long des limites du Land de Saxe, des villes comme Weissenfels, Naumburg et Zeitz forment une zone de concentration industrielle et de forte densité (plus de 200 hab./km²) au centre du triangle Halle-Leipzig-Erfurt.

Environ le quart de la population du Land habite dans les trois grandes agglomérations que sont Halle (254 000 habitants), Dessau (150 000) et Magdebourg (232 000), la capitale régionale. Très bien reliées aux réseaux européens, ces trois villes sont aussi des grands centres industriels actifs dans les secteurs de l'agroalimentaire (les «Börde» de

Magdebourg sont parmi les terres les plus fertiles d'Allemagne), de la chimie et de la pharmacie, du travail des métaux, des textiles et de la fabrication de machines-outils.

Ces secteurs ont été durement touchés par les restructurations dont les nouveaux Länder ont fait l'objet, mais, douze ans après la réunification allemande, la Saxe-Anhalt a su moderniser ses infrastructures et réorienter ses activités en jouant son plus grand atout: sa traditionnelle capacité d'innover en conjuguant science et économie.

La libération des forces innovatrices pour créer des emplois est donc au cœur de la politique régionale du Land. Le Programme Objectif 1 participe à cette stratégie à hauteur de plus de 8,7 milliards d'euros pour la période 2000-2006, dont 3,4 milliards de contribution communautaire.

Afin d'optimiser les synergies entre les acteurs socio-économiques régionaux, le gouvernement du Land fédère sous le nom de «Landesinitiativen» (initiatives régionales) les différents programmes de développement dont bénéficie la Saxe-Anhalt.

Contact:

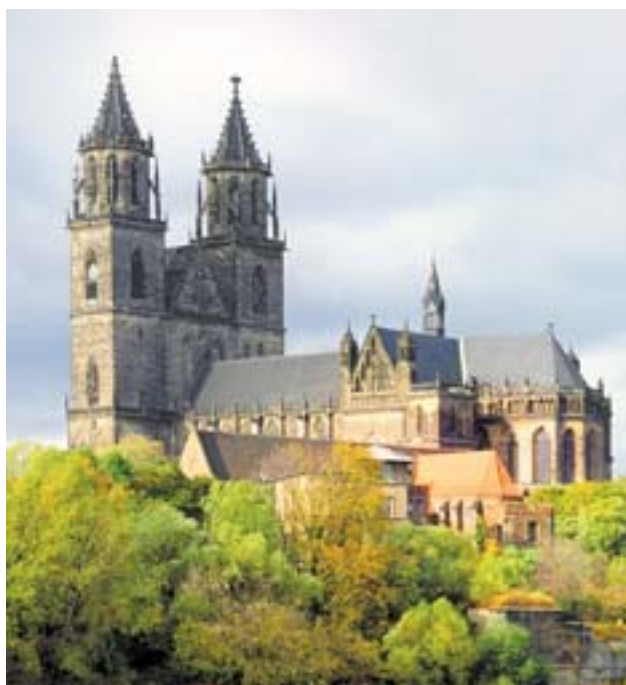
Verbindungsbüro des Landes Sachsen-Anhalt
Boulevard Saint-Michel 78

B-1040 Bruxelles

Tél. (32-2) 741 09 31

Fax (32-2) 741 09 39

E-mail: wobben@vb-bruessel.stk.lsa-net.de



La cathédrale de Magdebourg.

Superficie

20 447 km²

Population

2 570 000 habitants

Densité: 126 hab./km² (EU-15: 118 hab./km²)

Économie et emploi

Indice PIB/hab. PPA (2000): 68 (EU-15: 100)

Taux de chômage (2001): 16,2 % (EU-15: 7,6 %)

Fonds structurels (2000-2006)

Objectif n° 1

(en millions d'euros)

UE	Autres fonds publics	Total
3 360,445	6 107,125	8 697,414

Conjuguer qualité de vie et tourisme

Nouveau réseau d'égouts pour le centre historique de Freyburg

En Saxe-Anhalt, les fonds européens contribuent notamment à l'amélioration de la gestion des eaux usées. Une manne dont profite la petite ville touristique de Freyburg.

En 2004, Freyburg (5 000 habitants), la ville du vin "Rotkäppchen", au sud-est de la Saxe-Anhalt, fêtera ses 800 ans. La perspective de cet anniversaire a été l'occasion de lancer un ambitieux programme de rénovation urbaine qui inclut une remise à niveau du réseau d'égouts. Construit en grande partie en 1927, celui-ci était devenu désuet, avec des canalisations trop petites, voire bouchées.

L'Union européenne s'est fixé comme objectif de raccorder tous les foyers de l'UE au tout-à-l'égout. En Saxe-Anhalt, le taux de raccordement atteint 80 %, un niveau relativement élevé, rendu possible par les investissements importants consentis dans le Land: 330 000 euros pour Freyburg, dont 120 000 fournis par le FEDER et 60 000 par le gouvernement régional.

Avec son vignoble, ses paysages et son centre historique très attrayants, Freyburg est un pôle touristique important pour cette partie de l'Allemagne. Ouvrir les rues pour refaire le réseau d'égouts sans nuire à la fréquentation touristique n'a pas été une mince affaire.



La bonne coordination des travaux et des financements a permis de repaver rues et trottoirs aussitôt que les canalisations étaient remplacées.

Unification des sites archéologiques d'Athènes (Grèce)

Un air plus pur pour que résonne la voix des philosophes

Dans le cadre du programme pour l'unification des sites archéologiques et en vue des jeux Olympiques de 2004, Athènes a mis sur pied un projet de revalorisation de l'ancienne Agora-Aréopage. Son objectif est d'améliorer le cadre de vie des habitants et l'accueil des visiteurs par des travaux d'embellissement et des mesures de réduction des nuisances.

Athènes: ville évocatrice des dieux, ville natale de la démocratie et de tant d'hommes célèbres qui ont fortement influencé la civilisation occidentale. Pourtant, si les anciens philosophes pouvaient encore nous communiquer leurs pensées les plus profondes, ils se plaindraient probablement du manque de respect du monde contemporain à leur égard...

Les sites archéologiques d'Athènes constituent sans doute l'élément principal de l'héritage culturel de la ville et le témoin de sa continuité au fil des siècles. Ces sites couvrent aujourd'hui une superficie totale de 700 hectares environ mais sont dispersés à travers le tissu urbain sans

liens, ni entre eux ni avec la ville. Qui plus est, ils subissent les pollutions produites par la métropole.

Six sites archéologiques

Afin de protéger et de mettre en valeur les sites historiques et archéologiques et les monuments qui entourent la colline de l'Acropole, une intervention du secteur public était indispensable. C'est pourquoi le ministère de la culture, le ministère de l'environnement, de la planification et des travaux publics, l'Organisation pour la planification et la protection de l'environnement d'Athènes et la Société d'unification des sites archéologiques (EAXA SA) œuvrent

depuis 1994 pour la création d'un parc archéologique de 700 hectares. Plus précisément, comme l'explique l'architecte Dora Galani, il s'agit «d'aménager une zone piétonne reliant six sites archéologiques, de créer des zones vertes et des espaces couverts, de restaurer et préserver des monuments». L'augmentation du nombre des espaces verts et la maîtrise du trafic automobile dans le périmètre du site permettent de réduire la pollution et contribuent à améliorer les conditions de circulation et l'environnement urbain d'Athènes. Mais l'unification des sites archéologiques n'est pas seulement bénéfique pour l'environnement: les travaux entamés auront bien d'autres



Le nettoyage des sites requiert un travail minutieux.



retombées positives pour la qualité de vie des habitants et les conditions de séjour des touristes.

Au service du visiteur

Le projet de mise en valeur du site archéologique de l'ancienne Agora-Aréopage vise d'abord à assainir le site, dont les monuments étaient cachés aux regards depuis plus de cinquante ans par une végétation incontrôlée. Il s'agit aussi d'entourer le site de clôtures, d'aménager trois nouvelles voies d'accès, de nettoyer des monuments et sculptures et de les déplacer pour rétablir l'ancienne voirie, d'améliorer les systèmes anti-incendie, d'adduction d'eau et d'éclairage, etc. Des écriteaux plus nombreux, des brochures et des documentaires assurent une meilleure information du public.

On crée ainsi des possibilités d'emploi dans des domaines spécialisés tels que la recherche archéologique et l'entretien de la poterie, des mosaïques, des sculptures et autres surfaces en marbre. Pendant la réalisation du projet (1997-2000), 224 postes d'emplois saisonniers ou permanents ont été créés, avec un taux égal d'hommes et de femmes. À la fin des travaux prévus par le troisième cadre communautaire d'appui (CCA), on estime que trente nouveaux postes d'emplois auront été créés afin d'entretenir et de rendre opérationnel le site, qui sera agrandi de 250 hectares environ. D'autre part, le ministère de

la culture a mis à la disposition des mères qui travaillent sur place une crèche située dans le quartier voisin du site, à Plaka. Enfin, plusieurs stagiaires ont participé au projet dans le cadre de leurs études.

Les travaux de restauration réalisés sur le site, qui concernent entre autres le premier tribunal d'Athènes et le temple classique le mieux conservé, consacré à Héphaïstos, ont fortement intéressé le public: on estime que, depuis la réalisation du projet, le nombre des visiteurs a augmenté de presque 40 %.

Un parc unifié en 2004?

Le projet, d'un coût total de 3,85 millions d'euros, est cofinancé par l'Union européenne (75 %) et par le ministère grec de la culture (25 %). Il fait partie du programme pour l'unification des sites archéologiques d'Athènes. Vu le nombre des sites concernés (le temple d'Olympieion, le cimetière de Kerameikos, l'ancienne Agora, la colline Philopappou, la bibliothèque d'Hadrien et les flancs sud et nord de l'Acropole), les travaux se poursuivent également dans le cadre du troisième cadre communautaire d'appui. L'ambition étant, d'ici à 2004, année où la Grèce accueillera les jeux Olympiques, de donner la possibilité aux visiteurs de se promener dans un grand parc archéologique unifié, où ils pourront librement converser avec les dieux et les philosophes de leur choix...

Contact:

M^{me} Alkisti Choremi
Ministère de la culture
Makrygianni 2-4
GR-11712 Athènes
Tél. (30) 21 09 23 81 75
Fax (30) 21 09 23 90 23
E-mail: protocol@aepka.culture.gr
Internet: <http://www.culture.gr/>

Partenariat avec les villes — L'initiative communautaire URBAN

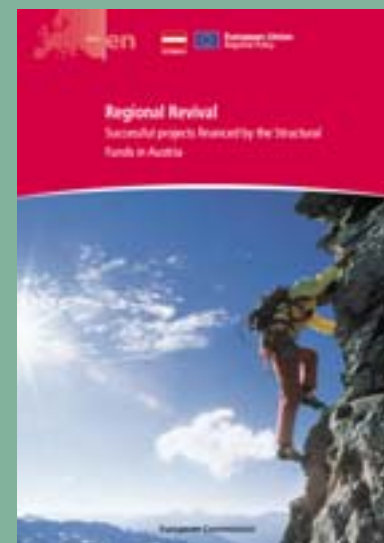
La «méthode URBAN» illustrée par de nombreux projets.



Disponible dans les onze langues de l'Union.

Regional revival — Successful projects financed by the Structural Funds in Austria

Florilège de vingt et un projets cofinancés par l'UE en Autriche.



Disponible en allemand et en anglais.

En ligne



<http://www.ewindows.eu.org>

EnviroWindows, le nouveau site internet de l'Agence européenne pour l'environnement, est un lieu d'échange d'informations et de dialogue entre les autorités locales, les entreprises et toutes les parties prenantes du débat environnemental: milieux socioprofessionnels, leaders d'opinion, citoyens. Il permet aux consommateurs d'accéder aux informations fournies par les entreprises elles-mêmes sur les produits, les bonnes pratiques, l'utilisation des ressources naturelles ou les performances environnementales de l'entreprise. EnviroWindows s'ouvre sur deux services principaux: les groupes d'intérêt et les portails, qui tous deux facilitent la création de partenariats intersectoriels destinés à encourager le développement durable.

<http://www.interactt.net>

Interactt (Interregional Action for Technology Transfer) vise un double objectif: transférer vers les entreprises aquacoles des îles Canaries et de Madère la technologie développée en Crète pour la production de juvéniles marins, et promouvoir la coopération entre les acteurs de ce secteur et les centres publics de recherche au niveau intra- et interrégional. Ce projet, mis sur pied dans le cadre des programmes régionaux d'actions innovatrices du FEDER, s'adresse aux partenaires (autorités régionales, organismes de recherche et exploitations aquacoles) désireux de se jeter à l'eau pour rompre le cloisonnement fréquent dans ce secteur entre scientifiques et producteurs tout en favorisant également les contacts entre aquaculteurs. Le site est accessible en anglais, espagnol, grec et portugais.



<http://www.elearningeuropa.info>

Se voulant un véritable lieu de rencontre virtuel, le portail du programme européen «eLearning» contribue à dynamiser l'échange d'informations et de connaissances dans le domaine de l'enseignement et de l'apprentissage en ligne. À côté de tout ou presque de ce qui se publie sur le sujet, on y trouve des informations pratiques concernant les projets, les institutions et les ressources en place ou en cours de mise en œuvre en Europe.

Contacts

Commission européenne, direction générale «Politique régionale»
Unité 01 — «Information et Communication»
Thierry Daman
Avenue de Tervuren 41, B-1040 Bruxelles
Fax (32-2) 296 60 03
E-mail: regio-info@cec.eu.int
Internet: http://europa.eu.int/comm/dgs/regional_policy/index_fr.htm

Commissaire Michel Barnier
<http://europa.eu.int/barnier>

Informations sur les aides régionales de l'Union européenne
http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm

ISSN 1608-3903

© Communautés européennes, 2003
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium



Office des publications

Publications.eu.int